

Monsieur le Préfet de l'Ariège

aux

Maires des communes de l'Ariège
Organismes consulaires et représentatifs
des établissements recevant du public

Foix, le **09 JAN. 2026**

Objet : Application des règles en matière de prévention des risques d'incendie dans les établissements recevant du public (ERP)

PL : Annexe sur la réglementation applicable aux ERP de 5e catégorie sans locaux à sommeil

Par la présente, et suite aux événements survenus au sein du bar « Le Constellation » à Crans-Montana, en Suisse ce premier janvier 2026, je souhaite réitérer l'importance de veiller à la bonne application des règles en matière de prévention des risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

Si, en premier lieu, les exploitants et propriétaires sont responsables de la mise en œuvre des mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité du public dans leurs établissements, les maires disposent également d'un pouvoir de police spécial concernant les ERP. Celui-ci est régi par le Code général des collectivités territoriales et le Code de la construction et de l'habitation.

En cas de sinistre dans un ERP, la responsabilité (civile ou pénale) du maire peut être engagée si des omissions, négligences ou insuffisances sont constatées dans le suivi et le contrôle d'un établissement.

Afin de prévenir les risques d'incendie et de panique dans ces établissements, il est donc nécessaire de veiller au respect des obligations relatives :

- aux installations et équipements techniques (électricité, gaz, extincteurs, désenfumage etc) ;
- à l'existence de dégagements suffisamment nombreux, bien répartis et utilisables en exploitation et en fonction du public accueilli ;
- au signalement des issues de secours ;
- à la conformité des installations électriques ;
- à la qualité des matériaux utilisés lors des travaux et à leur réaction au feu ;
- à la présence des moyens de secours adaptés (alarme, alerte etc).

Un guide à l'attention des mairies d'Ariège sur la gestion des autorisations concernant les établissements recevant du public est disponible sur le site internet de la préfecture : <https://www.ariège.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Amenagement-du-territoire-habitat-urbanisme/Accessibilite-aux-personnes-en-situation-de-handicap/Guide-a-l-attention-des-mairies-d-Ariège-sur-la-gestion-des-autorisations-concernant-les-ERP>

Il y a lieu de distinguer :

- les ERP de 5e catégorie sans locaux à sommeil qui ne sont pas soumis à autorisation d'ouverture ou de travaux (« petits établissements »). Ils n'en sont pas moins assujettis à la réglementation en matière de sécurité incendie et de panique.
- les ERP du premier groupe (1ere, 2e, 3e, 4e catégorie). Ces établissements sont soumis à autorisation d'ouverture ou de travaux et doivent être visités périodiquement par la commission de sécurité compétente (tout comme les ERP de 5e catégorie avec locaux à sommeil).

En complément, la fiche récapitulative en annexe, reprend les principaux points de réglementation applicables aux ERP de 5e catégorie sans locaux à sommeil. Je vous invite à l'adresser aux propriétaires et exploitants des petits établissements festifs, en particulier ceux avec des activités de types salle de spectacle (L), restaurants, cafés, brasseries, débits de boissons (N) et salles de danse et boîtes de nuit (P) et à signaler auprès de mes services (par mail à l'adresse suivante : pref-defense-protection-civile@ariège.gouv.fr) tout établissement de ce type comportant un sous-sol.

Je vous demande également de transmettre la liste des ERP de votre commune à l'adresse mail suivante : prevention@sdis09.fr et comme indiqué par courrier le 18 août 2023, vous d'effectuer régulièrement le recensement des gîtes de votre commune, qu'ils soient déclarés ou non.

Je souhaite également vous rappeler qu'en tant qu'élus disposants de ce pouvoir spécial, vous pouvez à tout moment demander des visites de contrôle par la commission de sécurité pour tous les établissements recevant du public, en particulier lorsqu'il est fait état de doute quant à la sécurité du public en cas d'incendie ou de panique. Vous devez également faire une demande auprès du service prévention du SDIS pour demander le dépôt d'un dossier en vue de l'utilisation exceptionnelle d'un ERP (demande dite "GN6").

Le service interministériel de défense et de protection civile reste à votre disposition pour échanger avec vous sur cette thématique.

*Nous préconisons qu'il soit demandé
aux établissements festifs de bannir
l'utilisation de chandelles et flammes
Mises au sein de leurs locaux.*

Pour le Préfet et par délégation,
La directrice de cabinet,



Delphine LEMAIRE



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Établissements recevant du public de 5^e catégorie sans locaux réservés au sommeil Rappel des principaux points de la réglementation contre les risques d'incendie et de panique

Références :

- Code de la construction et de l'habitation (CCH) ;
- Arrêté du 22 juin 1990 modifié : dispositions applicables aux établissements de la 5^{ème} catégorie (petits établissements)

Article R. 143-3 du code de la construction et de l'habitation (CCH)

Les constructeurs, propriétaires et exploitants des établissements recevant du public sont tenus, tant au moment de la construction qu'au cours de l'exploitation, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes ; ces mesures sont déterminées compte tenu de la nature de l'exploitation, des dimensions des locaux, de leur mode de construction, du nombre de personnes pouvant y être admises et de leur aptitude à se soustraire aux effets d'un incendie.

Dégagement et sorties (article PE 11)

- Les dégagements (portes, couloirs, circulations, escaliers, rampes) doivent permettre l'évacuation rapide et sûre de l'établissement.
- Aucun dépôt, aucun matériel, aucun objet ne doit faire obstacle à la circulation des personnes.
- Toutes les portes permettant au public d'évacuer un local ou un établissement doivent pouvoir s'ouvrir par une manœuvre simple. Toute porte verrouillée doit pouvoir être manœuvrable, de l'intérieur, dans les mêmes conditions.
- Les locaux, les niveaux et les établissements où le public est admis doivent être desservis par des dégagements judicieusement répartis et ne comportant pas de cul-de-sac supérieur à 10 mètres. Des dérogations peuvent être accordées après avis de la commission de sécurité, lorsqu'il s'agit de l'aménagement d'un établissement dans un immeuble existant.
- Le nombre et la largeur des dégagements exigibles s'établit comme suit :
 - a) Moins de 20 personnes : un dégagement de 0,90 mètre ;
 - b) De 20 à 50 personnes :
 - soit un dégagement de 1,40 mètre débouchant directement sur l'extérieur, sous réserve que le public n'ait jamais plus de 25 mètres à parcourir ;
 - soit deux dégagements débouchant directement sur l'extérieur ou sur des locaux différents non en cul-de-sac ; l'un devant avoir une largeur de 0,90 mètre, l'autre étant un dégagement de 0,60 mètre ou un dégagement accessoire visé à l'article CO 41.
 - Si les locaux sont en étage, ils peuvent être desservis par un escalier unique d'une largeur minimale de 0,90 mètre. Toutefois, cet escalier doit être complété par un dégagement accessoire tel que balcon, échelle de sauvetage, passerelle, terrasse, manche d'évacuation, etc., si le plancher bas du niveau le plus haut accessible au public est situé à plus de 8 mètres du sol ;
 - c) De 51 personnes à 100 personnes :
 - soit deux dégagements de 0,90 mètre ;
 - soit un dégagement de 1,40 mètre, complété par un dégagement de 0,60 mètre ou un dégagement accessoire (escalier, coursive, balcon, terrasse, etc.) tel que défini à l'article CO 41 ;
 - d) De 101 à 200 personnes : un dégagement de 1,40 mètre et un dégagement de 0,90 mètre ;

Comportement au feu des matériaux (article PE 13)

Place Beauvau

75800 PARIS Cedex 08

Standard : 01 49 27 49 27 – 01 40 07 60 60

Adresse internet : www.interieur.gouv.fr



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Les parois des circulations horizontales protégées sont classées :

- B-s2, d0 ou en catégorie M 1 pour les plafonds (peu inflammable);
- C-s3, d0 ou en catégorie M 2 pour les parois verticales (moyennement inflammable) ;
- DFL-s2 ou en catégorie M 4 pour les sols (moyennement inflammable).

Dans les locaux et les dégagements, les éléments de décoration doivent justifier d'un classement M2 ou C-s3,d0.

Les isolants acoustiques, thermiques ou autres respectent les dispositions de l'article AM 8 de l'arrêté du 25 juin 1980. Ils doivent être très peu combustibles ou être protégés par un écran thermique sur la ou les faces susceptibles d'être exposées à un feu intérieur au bâtiment.

Désenfumage (article PE 14)

Les salles situées en rez-de-chaussée et en étage de plus de 300 mètres carrés et celles de plus de 100 mètres carrés situées en sous-sol doivent comporter en partie haute et en partie basse une ou plusieurs ouvertures communiquant avec l'extérieur soit directement, soit par l'intermédiaire de conduits.

Eclairage de sécurité (article PE 24)

Les escaliers et les circulations horizontales d'une longueur totale supérieure à 10 mètres ou présentant un cheminement compliqué, ainsi que les salles d'une superficie supérieure à 100 mètres carrés, doivent être équipés d'une installation d'éclairage de sécurité d'évacuation.

Moyens de secours (article PE 26)

Les établissements doivent être dotés d'au moins un extincteur portatif avec un minimum d'un appareil pour 300 mètres carrés et un appareil par niveau.

Alarme et alerte (article PE 27)

- Les établissements sont équipés d'un système d'alarme laissé au choix de l'exploitant.
- La liaison avec les sapeurs-pompiers doit être assurée par tout moyen de communication.
- Un membre du personnel ou un responsable au moins doit être présent en permanence lorsque l'établissement est ouvert au public.

Vérification technique (article PE 4)

En cours d'exploitation, l'exploitant doit procéder, ou faire procéder, par des techniciens compétents, aux opérations d'entretien et de vérification des installations et des équipements techniques de son établissement.